

## L'enjeu : réductions d'impôt et services publics de qualité

---

Pourquoi payons-nous des impôts? Nous le faisons pour financer les infrastructures, les programmes et les services publics à l'appui des valeurs communes qui nous définissent en tant que société.

Notre régime fiscal est le moyen par lequel nous mettons notre argent en commun pour financer des services aux particuliers et aux collectivités. Il y a les services auxquels nous avons recours chaque jour (eau, routes, livraison postale, etc.), ceux que l'on assure pour nous quotidiennement (sécurité frontalière, recherche, inspection des aliments, services d'incendie, protection de l'environnement, système judiciaire, etc.) et enfin ceux sur lesquels nous comptons lorsque nous sommes confrontés à la maladie, à la pauvreté, au chômage ou à la vieillesse. Nous avons les moyens d'avoir tous ces services parce que nous les finançons collectivement. Notre « filet de sécurité » fait partie de notre richesse collective et tire son financement de nos impôts.

Et ce n'est pas tout. Nous sommes peut-être tous égaux, mais les gens qui vivent au Canada n'ont pas tous les mêmes chances. Grâce à nos impôts, nous finançons des programmes et des services visant à égaliser les chances, comme le transport adapté, le supplément de revenu garanti et les programmes destinés à améliorer les conditions des Premières Nations et des femmes et à combattre le racisme. Nous finançons aussi d'autres programmes dans des domaines comme les arts et les sports, notre patrimoine naturel et culturel et les activités récréatives, entre autres.



### Pourquoi est-ce un enjeu?

En réduisant ses revenus, le gouvernement réduit par le fait même sa capacité à offrir des services publics de qualité.

- ***Comment le gouvernement dépense-t-il notre argent?***

Voici comment chaque dollar des revenus fiscaux a été dépensé au cours de l'exercice 2005-2006 :

Paiements de transfert : 53 cents

De ce montant,

- 34 cents ont été versés directement aux particuliers (sécurité de la vieillesse, assurance-emploi, crédit d'impôt pour enfants, etc.);
- 19 cents ont été versés aux provinces et territoires (soins de santé, éducation postsecondaire, aide sociale et autres services sociaux).

Coûts de fonctionnement (salaires, avantages sociaux, équipement, déplacements, etc.) : 25 cents

Intérêts sur la dette : 16 cents

Excédent : 6 cents

## *L'enjeu : réductions d'impôt et services publics de qualité*

---

Le gouvernement consacre la majeure partie de ses revenus à l'administration, à la conception et à la prestation des services publics de qualité. Le fait de réduire les revenus aurait une incidence directe sur les services publics de qualité que nous nous sommes donnés pour appuyer nos collectivités et les gens qui y vivent.

- ***D'où proviennent les revenus du gouvernement?***

Au cours de l'exercice 2005-2006, les revenus du gouvernement, dont la plus grande partie provenait de l'impôt des particuliers et de la taxe à la consommation, se répartissaient de la façon suivante :

Impôt des particuliers : 46 %

TPS : 15 %

Cotisations d'assurance-emploi (employeurs et employés) : 7,4 %

Entreprises : 14 %

Autres (alcool, tabac et douanes) : 18 %

- ***La réduction d'impôt n'est pas forcément la solution***

Bon nombre d'entre nous travaillent plus fort et de plus longues heures qu'avant, mais peinent à joindre les deux bouts. Certains partis politiques nous promettent des baisses d'impôt afin de nous aider. La population devrait se méfier de ces promesses. Les réductions d'impôt peuvent engendrer des coûts supérieurs aux économies réalisées!

Les Canadiennes et les Canadiens paient déjà le prix des réductions d'impôt antérieures. Non seulement avons-nous assisté à l'effritement de nos programmes, infrastructures et services publics, mais nous avons également commencé à payer des « taxes déguisées » sous diverses formes : hausses des frais de scolarité et des tarifs de transport en commun et imposition de frais pour des programmes et services autrefois gratuits, par exemple, articles scolaires, certains soins médicaux, services de bibliothèque et installations récréatives publiques. Nous payons peut-être moins d'impôt, mais au lieu d'avoir plus d'argent dans nos poches, nous devons déboursier davantage pour compenser le coût de ces « taxes déguisées ». Nous finissons également par payer de lourds coûts sur le plan social, car bon nombre d'entre nous n'ont tout simplement pas les moyens de payer pour ces services.

Les réductions d'impôt ne profitent pas aux familles qui travaillent. En plus de diminuer les revenus du gouvernement, et par le fait même sa capacité à financer des services publics de qualité, les réductions d'impôt sont plus profitables à certains qu'à d'autres. Les réductions antérieures ont contribué à creuser encore plus l'écart entre les riches et le reste de la population.

### **Augmentation des revenus après impôt : 1995-2004\***

20 % de la population canadienne dont le revenu est le plus faible : **400 \$.**

20 % de la population canadienne dont le revenu est le plus élevé : **20 000 \$.**

## ***L'enjeu : réductions d'impôt et services publics de qualité***

---

Les réductions de taxe et d'impôt sont l'une des principales causes de l'inégalité croissante. Les plus riches s'enrichissent toujours davantage. Le pourcentage de leurs revenus versé en impôt a diminué, passant de 25 % en 1995 à 22 % en 2004!

- ***Comment l'impôt prélevé au Canada se compare-t-il à celui d'autres pays?***

Ceux qui prétendent que notre taux d'imposition est plus élevé qu'ailleurs comparent habituellement notre situation à celle des États-Unis, mais oublient de mentionner que les Américains paient de lourds coûts sur le plan social pour vivre dans l'un des pays les moins taxés au monde.

Une étude récente réalisée par deux professeurs canadiens de fiscalité montre que les États-Unis arrivent pratiquement au dernier rang des 21 pays industrialisés au chapitre d'un grand nombre d'indicateurs sociaux (écart salarial, pourcentage de gens vivant sous le seuil de pauvreté, égalité des sexes, espérance de vie, normes d'éducation, protection environnementale, abus de drogues, violence, etc.), par rapport aux pays nordiques qui se classent au sommet de l'échelle et qui ont des niveaux d'imposition beaucoup plus élevés.

Les auteurs de l'étude concluent que la pression en faveur d'une réduction de taxes constitue un pas en arrière : les programmes sociaux créent non seulement une société plus saine, mais des conditions propices à une économie vigoureuse et concurrentielle.

- ***L'effritement de notre régime fiscal « progressif »***

Notre régime fiscal est dit « progressif ». Un tel régime repose sur le principe selon lequel les gens contribuent au fonds collectif en fonction de leur capacité de payer. Au fil du temps, notre régime est devenu de moins en moins progressif.

Les échappatoires fiscales ne profitent qu'aux gens à revenu élevé, ce qui n'est pas le cas de la vaste majorité. Autrement dit, les gens qui gagnent un revenu élevé versent une part moins grande de leur revenu en impôt, tandis que d'autres en versent une part plus élevée. Les personnes à faible revenu ne devraient payer aucun impôt, puisqu'elles payent déjà une part plus élevée de leur revenu en taxes de vente sur les biens et services.

- ***Les entreprises payent-elles leur juste part?***

Les entreprises ont grandement recours aux services publics. Elles devraient payer leur juste part.

Les entreprises investissent au Canada parce qu'elles tirent profit d'une main-d'oeuvre ayant fréquenté les écoles publiques, d'un régime de soins de santé financé par l'État, de routes et d'autoroutes, de l'eau, des systèmes d'égout, de la protection des services de police et d'incendie, autant de services financés par les impôts.

Les entreprises empochent plus de profits que jamais auparavant, mais leurs profits ne se transforment pas en investissements qui, en retour, créent des emplois. Les profits ne retournent pas non plus aux travailleuses et aux travailleurs. Les entreprises investissent plutôt des sommes records à l'étranger ou versent leurs profits aux actionnaires.

## **L'enjeu : réductions d'impôt et services publics de qualité**

---

Cela n'a toutefois pas empêché le gouvernement d'accorder aux entreprises une réduction additionnelle de 25 % de leur taux d'imposition entre 2001 et 2005 – un montant de 10 milliards de dollars par année en moins dans les coffres du gouvernement.

Les entreprises doivent investir ici pour créer des emplois ou contribuer au financement de nos services publics au moyen d'un taux d'imposition juste. En maintenant un faible taux d'imposition des entreprises, nous sommes perdants sur toute la ligne : nous sommes tous touchés par le manque de revenus pour financer les infrastructures, les programmes et les services publics dont nous avons besoin, ce qui rend notre pays moins attrayant aux yeux des investisseurs.

- ***Que faire alors?***

Il faut réviser notre régime fiscal afin de maintenir des services publics de qualité et d'aider véritablement les familles canadiennes.

Il y a des moyens de rendre notre régime fiscal plus équitable :

- Ajouter des fourchettes d'imposition – aujourd'hui, il n'y a que quatre fourchettes d'imposition au fédéral. On en comptait 10 avant le milieu des années 1980. En rétablissant certaines catégories pour revenus élevés, le taux d'imposition serait plus élevé à mesure qu'augmenterait le revenu.
- Éliminer les échappatoires et les allègements fiscaux qui permettent aux mieux nantis de payer très peu d'impôt.
- Hausser les impôts sur les gains en capital. Si vous êtes un investisseur, le revenu tiré de certains de vos placements s'appelle un gain en capital et seule la moitié de ce gain est imposable! Si vous êtes salarié, vous ne bénéficiez pas d'un allègement fiscal de 50 %!
- Accroître le taux d'imposition des entreprises.

## **Prise de position des candidats et des partis politiques**

***Posez les questions suivantes à votre députée ou député ainsi qu'aux candidates et candidats aux élections :***

Votre parti est-il en faveur de services publics de qualité qui sont accessibles à tous et dont le financement et la prestation sont publics?

Que compte faire votre parti pour rendre notre système d'imposition plus équitable afin de réduire l'écart grandissant entre les riches et le reste de la population et de s'assurer d'avoir suffisamment d'argent dans notre tirelire commune pour maintenir nos services publics?

Que compte faire votre parti pour s'assurer que les entreprises investissent au Canada afin de créer de l'emploi et versent leur juste part afin d'appuyer financièrement nos services publics de qualité?